

souffert autrement que nous des divisions de ce siècle-là, et du siècle dernier, il faut les réunir, il faut que le continent tout entier trouve dans les années qui viennent, dans les dix ans qui viennent, les bases d'un accord que l'on aura jamais connu dans l'histoire.

Alors, quelquefois je pense à vous, Président Mandela, à vous, Sud-Africains. Il y a simplement cinq ans, où en étiez-vous ? Qu'espériez-vous ? Que possédiez-vous ? Tout paraissait fermé et si vous aviez une espérance, elle se situait dans le combat. Votre espérance se réalise, elle se conduit dans le dialogue. Voilà une leçon que nous avons essayée pour nous-mêmes de retenir.

France - Afrique du Sud - relations économiques, commerciales et culturelles - coopération

Vos relations bilatérales ont bien commencé. J'espère qu'elles vont se poursuivre, que la France pourra vous aider dans ce que vous appelez le rattrapage social.

Vous l'avez dit vous-même, Président Mandela, la Caisse française de Développement vient d'être autorisée à intervenir dans votre pays. Elle va ouvrir ses bureaux. Elle pourra vous aider à financer de nombreux projets : logement, électrification, eau potable, appui aux petites entreprises dans la communauté noire, développement rural, j'en passe. Ce que j'ai vu dans le township de Khayelitsha m'a déjà montré que nous étions sur le bon chemin. Je crois que le nombre des projets qui pourront être aidés par la France va s'accroître rapidement. J'ai là les chiffres, ce n'est pas le lieu de les indiquer, mais les experts en traiteront demain, les jours et les semaines suivants.

De même, il faut que nous vous aidions pour vos achats d'équipement. Vous avez dit, Cher Président, "investissement". Il y a là des dizaines d'industriels français qui s'intéressent à l'investissement en Afrique du Sud, qui sont venus pour cela avec le sentiment de rencontrer un pays dont les ressources permettront de grandes réussites. Ces investissements, on les réclame un peu partout, mais cette affinité que nous construisons doit appeler de la part des investisseurs français, une sorte de préférence que j'appelle de mes vœux. Depuis trois ans, la France a doublé ses investissements en Afrique du Sud, c'est bien, mais c'est trop peu, nous irons au-delà.

Sur les plans culturel, scientifique, technique, nous avons des programmes de formation des cadres, administratifs, privés, des actions en matière de développement urbain, l'ouverture dès cette année de l'Institut français d'Afrique du Sud, coopération dans les secteurs les plus variés, l'espace, la marine, que sais-je encore ? Rien ne nous est interdit.

J'ai précisé tout cela, et vous m'en excuserez, Mesdames et Messieurs, parce que je me suis exprimé devant le Parlement ce matin, et je n'entendais pas traiter toutes ces choses en un quart d'heure et donner le sentiment que cette visite d'amitié et de reconnaissance solennelle pouvait ressembler à une sorte de négoce. Mais je vous donne ces indications, ce soir, pour que vous n'ayez pas le sentiment que nous n'apportons ici

que des sentiments, ce qui serait très important, mais peut-être insuffisant.

Je sais à qui je m'adresse, à un peuple réaliste qui a fait ses preuves, qui a rencontré déjà la France dans l'histoire, qui sait que la France a été son plus fidèle témoin sur la scène internationale au cours de ces dernières décennies. Mais parlons clair, nous ne sommes qu'au début de la route. Et nous souhaitons être présents à vos côtés pour que s'épanouisse dans les années prochaines, le grand peuple dont vous êtes les représentants.

Si je vous disais tout ce qui me vient à l'esprit, nous ne dînerions pas. Alors il faut choisir. Les esprits élevés me diront, mais c'est déjà fait, remisons le repas. Ce serait une erreur. Nous sommes si bien reçus. Nous allons profiter non seulement de ce qui nous a été si gentiment préparé, mais beaucoup plus encore des conversations dont nous saurons tirer, je l'espère, le meilleur, pour la compréhension de nos peuples.

L'un de mes collaborateurs me disait, il y a quelques instants, que lorsqu'il était étudiant et qu'il entendait dire qu'en Afrique du Sud la violence reprenait, il éprouvait comme une souffrance ; cela a été la délivrance de toute une jeunesse que d'apprendre que vous avez gagné. Continuez de gagner, Chers Amis. Vive l'Afrique du Sud !

Je lève mon verre à la santé du Président Mandela, des présidents des Assemblées et de l'ensemble des personnalités sud-africaines qui nous font honneur de nous recevoir, à la santé et à la prospérité du peuple sud-africain.

ALEXANDRIE, 4 JUILLET 1994

Réunion informelle des ministres des Affaires étrangères des pays du Forum méditerranéen - Point de presse du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé

France - Forum méditerranéen

Q - Programme de votre rencontre avec le Président Mubarak et avec M. Moussa ?

R - Comme vous le savez, la France a soutenu dès le début cette idée d'un Forum méditerranéen, parce que nous sommes une puissance méditerranéenne et que nous souhaitons que l'Union européenne ne perde pas de vue cette dimension européenne qui doit être la sienne. La France, à l'occasion de la présidence qu'elle exercera au premier semestre de l'année 1995, a bien l'intention, conformément d'ailleurs aux orientations qui ont été données au Sommet de Corfou, de développer cette coopération méditerranéenne.

Dialogue politique

Il existe déjà beaucoup de choses. Il faut donc que notre forum, ici, apporte quelque chose d'original. Je me réjouis des conclusions auxquelles nous sommes arrivés. Nous allons mettre en place trois grands groupes de travail, un sur le dialogue politique, qui est sans

doute essentiel parce qu'il y a des incompréhensions entre le nord et le sud de la Méditerranée. Prenons un seul exemple qui me touche de très près, parce que je m'y suis beaucoup investi, c'est la situation en Bosnie. Voilà un domaine dans lequel nous ne nous sommes pas compris, et où un meilleur dialogue politique serait utile.

Problèmes de civilisation et de culture

Deuxième objectif, c'est la réflexion sur les problèmes de civilisation et de culture. Nous avons une histoire commune. Nous vivons autour de cette mer commune qui est un peu le berceau de nos civilisations. Les trois grandes religions monothéistes ont pris naissance dans cette région, et pourtant on a le sentiment qu'aujourd'hui ces civilisations sont en train de s'éloigner et de se comprendre de moins en moins bien. D'où la nécessité, là aussi, d'un dialogue approfondi, qui associe d'ailleurs non seulement les gouvernements, mais aussi les universitaires, les intellectuels, les gens du secteur privé, pour jeter des ponts entre les deux rives de la Méditerranée.

Coopération économique et sociale

Enfin, troisième domaine, la coopération économique et sociale. Là, il faudra choisir des secteurs concrets. Je pense notamment à tout ce qui concerne les transports, l'énergie. Ces groupes de travail vont se réunir et on fera la synthèse à la fin de l'année, au Portugal. Une nouvelle séance ministérielle sera organisée par la France - puisque l'ensemble de mes collègues ont accepté cette proposition - dans la première partie de l'année 95, dans une ville méditerranéenne de France.

Donc, au total, cette réunion a été, je crois, très utile et va permettre de donner un nouvel élan à ce dialogue essentiellement politique et culturel qui est nécessaire entre nos pays.

Rwanda - participation égyptienne

Q - Avez-vous abordé avec M. Moussa l'appui égyptien au contingent français au Rwanda ?

R - Bien sûr, et j'ai d'abord remercié l'Égypte, le Président Mubarak, mon collègue M. Moussa, du soutien qu'ils ont apporté à l'initiative française dès le départ. Ce soutien est en train de se concrétiser par l'envoi d'une vingtaine d'observateurs égyptiens. M. Moussa m'a confirmé que les dispositions avaient été prises pour qu'ils puissent se rendre sur le terrain dans les prochains jours. Nous les attendons bien sûr avec beaucoup de satisfaction et beaucoup d'impatience, car le caractère multinational de l'opération Turquoise est en train de s'affirmer chaque jour. Il y a déjà des soldats africains avec nous, sur le terrain, et plusieurs pays méditerranéens ou européens sont en train de dépêcher des échelons logistiques, l'Égypte, donc, je viens de le dire, mais aussi la Belgique et d'autres encore.

Inégalités de développement autour de la Méditerranée - aide économique de l'Union européenne

Q - Vous pensez que l'écart entre le nord et le sud de la Méditerranée, la diversité des orientations politiques, tout cela pourrait constituer un obstacle sur la voie de la promotion de la coopération inter-méditerranéenne ?

R - Il y a évidemment des obstacles. S'il n'y en avait pas, nous n'aurions pas besoin de créer autant d'instances de coordination. C'est vrai qu'au cours des dernières années, les inégalités de développement entre le Nord et le Sud, malgré des progrès souvent spectaculaires au Sud, ces inégalités ne se sont pas vraiment réduites. Donc, il y a encore beaucoup de travail à faire. Notre forum n'a pas l'intention de se substituer à ce qui peut exister par ailleurs dans le domaine économique. Je voudrais notamment rappeler que c'est l'Union européenne en tant que telle qui négocie avec un certain nombre de pays ici représentés - pratiquement avec tous, d'ailleurs - de nouveaux accords d'association qui vont permettre d'améliorer les relations commerciales et les relations économiques. Avec des programmes d'aide qui sont souvent très substantiels.

Participation de nouveaux membres au Forum - Malte - Chypre - Israël - Syrie - Liban

Q - Allez-vous accepter de nouveaux membres dans ce Forum ?

R - Ce n'est pas un club fermé, bien entendu, et nous sommes tout à fait prêts, au fur et à mesure de l'évolution de nos travaux, à accueillir d'autres pays qui seraient intéressés par nos réflexions. Je tiens à dire que la France a immédiatement apporté son soutien à la candidature de Malte. Et je voudrais exprimer ma surprise devant certains propos que j'ai lus ici ou là, selon lesquels nous aurions mis un veto. Ceci est totalement inexact. Malte, qui - j'allais faire une lapalissade - est entourée par la Méditerranée de tous les côtés, a naturellement toute sa place ici et je crois que le consensus s'est fait assez facilement autour de la table aujourd'hui pour élargir nos travaux à Malte, et je le répète, avec le plein soutien de la France. Il n'y a eu aucune objection de ma part, bien au contraire.

Q - Et pour Chypre, n'y a-t-il pas d'objection ?

R - Les perspectives sont ouvertes. Nous verrons au fur et à mesure de l'évolution de nos travaux, comment nous pourrions élargir la participation à nos thèmes de réflexion.

Q - Israël a demandé à rejoindre ce forum...

R - A terme, il faudra que nous réfléchissions à l'ouverture de notre dialogue à l'ensemble des pays méditerranéens. Mais il y a encore des régions où les choses ne sont pas suffisamment stabilisées. Nous verrons au fur et à mesure des progrès du processus de paix.

Q - Et concernant l'adhésion de la Syrie et du Liban ?

R - Lorsque cette région - ce que je souhaite de tout cœur et c'est en bonne voie, d'ailleurs - je suis très confiant sur les progrès du processus de paix -, lorsque cette région aura pleinement retrouvé sa stabilité et la

paix, il est évident que viendra un moment où elle aura sa place parmi nous, tout entière.

Q - Concernant l'adhésion de la Syrie et du Liban ?

R - Je viens d'évoquer ce problème. Dans le cadre d'un règlement général et d'un progrès général du processus de paix, un moment viendra où il faudra que tous les pays méditerranéens se retrouvent entre eux.

Islam - intégrisme - Algérie - Egypte

Q - Le nombre des attentats intégristes a diminué en Egypte et en Algérie. Hier, le ministre des Affaires étrangères a annoncé que le terrorisme est en passe d'être écrasé. Comment jugez-vous ces évolutions ?

R - Positives, cela va de soi. La France condamne partout et sous toutes ses formes le terrorisme, qui est inacceptable. Nous l'avons dit, je crois, avec beaucoup de clarté à tous nos interlocuteurs : la ligne politique qui est la mienne vis-à-vis de l'Algérie est bien connue depuis plusieurs mois. Je me réjouis de voir, d'ailleurs, que nos partenaires européens, - et même les Américains - ont évolué sur cette question. Nous rappelons, bien sûr, aussi que la lutte contre le terrorisme n'est pas exclusive du respect des Droits de l'homme tels que nous les concevons, et d'une évolution dans la démocratie. Il faut, c'est vrai, se donner les moyens de réprimer des actes de terrorisme comme ceux qui viennent d'avoir lieu encore en Grèce aujourd'hui, avec la perte d'un diplomate turc, que nous regrettons évidemment très profondément. Il faut se donner les moyens de lutter contre ces pratiques inacceptables, mais il faut que les Etats regroupés ici partagent la même conception de la démocratie et du respect des Droits de l'homme. Donc, c'est un combat que nous avons à mener aussi ensemble.

Bosnie

Q - Sur la Bosnie, M. Juppé, en cas de refus de l'une des parties des propositions qui seront avancées, rendues publiques mardi à Genève, y aura-t-il une certaine réaction des grandes puissances internationales ?

R - Ici, à Alexandrie, dans la convivialité de l'accueil de nos amis égyptiens, je veux être optimiste, alors je me place dans l'hypothèse où il y aurait accord.

ALEXANDRIE, 4 JUILLET 1994

Déclarations du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, à l'aéroport d'Alexandrie

Forum méditerranéen - conclusions

Q - Monsieur le ministre, quelle appréciation portez-vous sur la réunion d'Alexandrie ?

R - Très positive. M. Moussa vient de présenter les conclusions de nos travaux et je ne peux que souscrire à sa présentation. Vous savez que la France a soutenu dès le début cette idée. Je me réjouis de voir que les premières conclusions sont concrètes et constructives.

Il y aura maintenant des réunions d'experts dans les prochains mois. Et nous nous retrouverons dans les premiers mois de l'année 1995 dans une ville méditerranéenne française. C'est vous dire tout le soutien que nous apportons à cette idée. L'Union européenne - je ne suis pas le seul à le penser ici, je pense que mes collègues italien, portugais, espagnol et grec renchériraient sur ce que je vais dire - l'Union européenne doit avoir une dimension méditerranéenne. Et c'est dans cet esprit que nous sommes ici.

LE CAP, 5 JUILLET 1994

Visite en Afrique du Sud - Conférence de presse conjointe du Président de la République, M. François Mitterrand, et du Président de la République d'Afrique du Sud, M. Nelson Mandela

France - Afrique du Sud - visite du Président Mitterrand

Le Président Mandela - Il s'est agi d'une visite tout à fait historique. Le Président Mitterrand, en fait, a fait plus que répondre à nos attentes. Les sentiments qu'il a exprimés au cours de cette journée et les offres qu'il a faites, nous ont donné l'espoir que soit réalisé le programme de reconstruction et de développement qui est notre principal projet et doit permettre de répondre aux besoins fondamentaux de notre peuple. Bien entendu, nous avons parlé des principes généraux, les détails devront être réglés par les spécialistes des différents domaines qui ont été examinés. Toutefois, nous avons pu constater votre engagement à nous aider à résoudre nos problèmes, et ceci est apparu clairement dans tous ces discours.

Hier, j'ai emmené le Président dans le township de Khayelitsha, et ainsi il a pu voir de ses propres yeux quelles sont les conditions dans lesquelles notre peuple vit. Ce sont les dirigeants de ce township qui ont décrit au Président leurs conditions de vie, et il en a été ému, surtout lorsque nous sommes allés dans quelques maisons. Il a eu l'occasion de parler à leurs propriétaires et de voir le nombre de personnes qui s'y trouvaient. Il a été visiblement ému des conditions dans lesquelles ils vivent, et ce qu'il a dit après indique bien là que c'est un engagement de la part d'une personne qui vit véritablement la liberté, l'égalité.

Je crois que cette visite, en fait, a tout à fait répondu à notre attente, et lorsque le Président va partir pour Johannesburg, nous le verrons partir avec beaucoup de regrets car, eu égard à la façon dont il s'est identifié à nos problèmes, nous le considérons maintenant comme l'un des nôtres ; il nous a donné beaucoup de force.

Afrique du Sud - France - Union européenne - G7 - aide économique

Le Président - Je vous remercie. Je suis venu en Afrique du Sud avec une grande curiosité. Pendant des années Monsieur le Président, votre pays apparaissait comme un point de mire parmi les grands problèmes